



## CCFD-Infos N° 73 – Mai 2016

CCFD du Doubs, 18 rue Mégevand 25 000 Besançon  
Tél : 03 81 25 28 05 – Mél : [ccfd25@ccfd-terresolidaire.org](mailto:ccfd25@ccfd-terresolidaire.org)  
permanence : les mercredis de 14 h à 17 h  
site national : <http://ccfd-terresolidaire.org/>  
blog : <http://blog.ccf-d-terresolidaire.org/bfc>

## CCFD-Infos SPECIAL : ACCUEIL du PARTENAIRE



### La Journée régionale d'accueil à JOIGNY (DD89)

C'est à Joigny, le samedi 5 mars, que nous avons accueilli les partenaires reçus dans notre région Bourgogne Franche-Comté par le CCFD-Terre solidaire :

- Nomonde NKOSI venue d'Afrique du Sud, coordinatrice de l'association WAMUA (Femmes Affectées par l'extraction Minière et Unies dans l'Action) qui fait partie du Collectif d'associations WoMIN (Women and Mining : Femmes et Mines)



- Samia BOUSLAMA LETAIEF (à gauche sur la photo ci-contre), secrétaire générale du Forum Tunisien des Droits Économiques et Sociaux (FTDES) et membre de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), l'une des quatre associations tunisiennes qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2015. Romdhane BEN AMOR, responsable de la communication au sein du FTDES a pris sa relève à partir du 9 mars, accompagné de Hana traductrice.

Le matin, chaque délégation s'est présentée en participant à un « défilé de mode » faisant ainsi découvrir une spécialité gastronomique, un personnage célèbre, un lieu spirituel, une activité économique et une activité innovante dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Nos partenaires ont clos ce défilé, revêtues de leurs drapeaux et parées de bijoux traditionnels...

Après ce moment ludique, s'est tenue une « table ronde » animée par des « Femmes de l'Yonne » venues nous parler de leur place dans la société et de leurs engagements dans les domaines économiques, agricoles, syndicaux, politiques ou sociaux.

Les témoignages :

- d'une agricultrice engagée dans le syndicalisme pour obtenir un réel statut de travailleuse agricole
  - d'une élue régionale déplorant qu'il ait fallu une loi pour contraindre à la parité
  - d'une élue municipale à laquelle on propose les affaires sociales qu'elle refuse pour demander le développement du territoire à l'intercommunalité
  - d'une directrice de l'école de la 2ème chance qui doit lutter contre les préjugés imposant le choix des filières en fonction du sexe,
- ont montré que quels que soient les lieux de vie, **ICI** aussi, l'égalité Femme- Homme est souvent mise à mal et nécessite de se battre pour accéder aux responsabilités et les exercer.

L'après midi, nous avons pu rencontrer et échanger avec l'un des deux partenaires. Personnellement

j'ai choisi l'atelier animé par Nomonde afin d'en savoir plus sur son association WAMUA ( Organisation des Femmes affectées par l'Exploitation Minière et Unies dans l'Action) rattachée au collectif WOMIN

Son association aide les femmes à connaître leurs droits par des visites de communautés, l'organisation d'ateliers, la distribution de brochures, des actions de solidarité...

Par des exemples concrets, Nomonde nous a montré comment les femmes subissaient particulièrement les impacts négatifs de l'extractivisme : pollution des eaux, abandon des études pour aller récupérer un peu de charbon dans les mines abandonnées, prairies contaminées nuisant à l'élevage...). Beaucoup d'entre elles souffrent de maltraitance, les hommes trouvant qu'elles ont parfois trop de droits ! Et l'une des difficultés de l'association est que les femmes ne s'entraident pas spontanément et qu'il faut déjà se faire reconnaître par elles.

Les murs de la salle où nous nous sommes rassemblés pour le temps d'envoi étaient tapissés de tableaux d'une exposition sur la Dignité des Femmes, exposition que l'on peut demander à Céline Danguin ([c.danguin@ccfd-terresolidaire.org](mailto:c.danguin@ccfd-terresolidaire.org)).

Bernadette Salvi



## Tunisie : transition démocratique réussie, mais transition sociale en échec

C'est par une interview sur RCF-Besançon, que Romdhane Ben Amor, a commencé son séjour dans le Doubs, invité en tant que membre du bureau du Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES).

**Le FTDES** est une organisation créée en 2011 dans le contexte de la Révolution pour défendre les droits économiques et sociaux des tunisien-ne-s, les droits du travail, les droits des femmes, des migrants, l'environnement...

En favorisant le dialogue entre les acteurs politiques et sociaux, les syndicats, il a permis de créer les bases de la démocratie en Tunisie.

### **RCF : pouvez-vous rappeler rapidement l'histoire de la situation actuelle en Tunisie ?**

**Romdhane** : la Tunisie a vécu 23 ans sous le régime autoritaire du président Ben Ali, sans liberté de la presse ni d'expression et sans droits sociaux. Les mouvements sociaux de 2002 et les grèves de 2008 dans le bassin minier de Gafsa, frappé par le chômage, la pauvreté, les inégalités, l'absence de perspectives et la répression qui a suivi, marquent sans doute le point de départ de ce qui a conduit à la chute du régime de M. Ben Ali et la mise en place d'un processus de transition démocratique.. La Tunisie marche aujourd'hui vers la liberté et la démocratie mais connaît encore des échecs dans le domaine social et économique : 17% de la population vit sous le seuil de pauvreté, le taux de chômage est de 15% et atteint 26% dans l'ouest et le centre du pays, la région de Kasserine est une zone victime, « abandonnée » du gouvernement. Les jeunes diplômés du supérieur sont particulièrement touchés par le chômage pour 30 % d'entre eux, dont 39 % pour les femmes. L'égalité femmes/hommes avance dans les textes, mais la réalité est toute autre.

### **RCF : quels sont les obstacles au progrès social ?**

**Romdhane** : il y en a deux : l'absence de volonté politique réelle d'avancer sur le plan social et le défi sécuritaire qui menace le tourisme : ce secteur représente 12% du PIB et 400 000 emplois directs et 1 million d'emplois indirects. L'insécurité que fait peser le terrorisme est une catastrophe pour l'économie tunisienne. Le djihadisme dispose de moyens financiers importants, il est structuré et recrute dans les régions les plus défavorisées. Il y a consensus dans la population pour dire que le terrorisme n'a pas sa place en Tunisie. Eradiquer la pauvreté est une urgence pour combattre le terrorisme.

### **RCF : et l'économie ?**

**Romdhane**: le secteur du textile représente 250 000 emplois dont 80% des femmes ; elles viennent en général de régions pauvres au taux de chômage élevé, à faible niveau de scolarisation.



Romdhane, Mathieu et Hana au cours de la soirée publique à Etalans : « *Les réalités de la Tunisie en 2016* ». Et promotion des vacances engagées !

Leurs conditions de salaire, de travail, de logement, d'hygiène, de transport sont misérables, leurs droits sociaux bafoués. Elles sont licenciées dès l'âge de 45 ans pour être remplacées par de plus jeunes, plus résistantes et moins payées.

Le FTDES les soutient par une aide juridique, avec l'Union générale des travailleurs tunisiens, UGTT, et a obtenu quelques avancées sur les conditions d'hébergement, les contrats de travail, l'assistance juridique.

L'agriculture (8 % du PIB et 15 % des emplois) est un secteur délaissé par les différents gouvernements. En 2014, pourtant, la production d'huile d'olive et de dattes a joué un rôle de premier plan et a « sauvé » l'économie.

Les exploitations sont petites, familiales, les méthodes traditionnelles. Se posent en plus des problèmes d'eau liés au climat. L'agriculture offre des perspectives : il faut que le gouvernement investisse dans ce secteur, il faut encourager les jeunes à porter leurs propres projets de développement local.

### **RCF : la France vous aide-t-elle ?**

**Romdhane** : des partenariats existent entre associations tunisiennes et françaises. La Tunisie attend des aides pour le financement de projets concrets dans des régions défavorisées, elle attend en particulier une diminution de sa dette envers la France. Elle attend un réel soutien des pays européens car l'exemple tunisien de recherche de démocratie, de paix, de liberté et de progrès social doit être encouragé pour la Tunisie elle-même et pour la stabilité de la région et au-delà.

Le CCFD-Terre solidaire soutient l'Observatoire Social Tunisien (mis en place par le FTDES) qui effectue des études sur les mouvements sociaux, les conditions des travailleurs : les rapports ainsi établis constituent une base de travail appréciée par les acteurs du dialogue social.

### **RCF : et les migrants ?**

**Romdhane** entre 20 000 et 30 000 Tunisiens ont quitté le pays et 1500 d'entre eux ont trouvé la mort en Méditerranée. Le FTDES participe à la commission d'enquête conduite par le Parlement et le gouvernement italien (les côtes de Sicile sont proches de la Tunisie), en lien avec les familles des disparus. Il défend les droits des migrants y compris ceux issus d'Afrique subsaharienne qui transitent par la Tunisie. Des études sont faites sur le désir de partir des jeunes Tunisiens, encore très élevé. Seul le développement des régions défavorisées pourrait freiner l'émigration des jeunes vers les pays européens ou leur basculement vers le djihad.

### **RCF : comment voyez-vous l'avenir de votre pays ?**

**Romdhane** : malgré cela, avec optimisme : la société tunisienne croit à la justice et à la paix dans une Tunisie plurielle et attend des décideurs politiques qu'ils soient à la hauteur de l'engagement des citoyens qui ont porté la révolution.

Jean-François Guiraud

**L'émission peut être écoutée dans son intégralité en suivant le lien :**

<https://rcf.fr/actualite/forum-tunisien-pour-les-droits-economiques-et-sociaux>



## **Rencontres avec des syndicats**

Lorsque le groupe « Accueil Partenaire », composé cette année de membres de l'équipe locale d'Etalans et de l'Action Catholique Ouvrière ACO, s'est réuni pour préparer le « programme », nous avons peu de renseignements du national quant aux « desiderata » de Romdhane.

Le FTDES travaille essentiellement à l'élaboration d'un nouveau modèle économique et social et

joue un rôle catalyseur dans le dialogue social, aussi il nous a semblé important de permettre à Romdhane de rencontrer, entre autres, des responsables syndicaux et politiques.

Mercredi 16 mars, nous avons donc passé la matinée à la maison des Syndicats, située à Planoise. Découvrir que les différents syndicats sont hébergés dans un même lieu et reçoivent une subvention de la ville, l'a beaucoup surpris.

Julien R., secrétaire de l'UIS (Union Interprofessionnelle de Section), a expliqué l'organisation générale et locale de la CFDT.

Lucienne a parlé des permanences juridiques tenues bénévolement par des syndiqués qui écoutent et mettent leurs compétences au service de tout travailleur en conflit avec son employeur.

En équipe, ils étudient les dossiers ainsi constitués et décident s'il y a lieu ou non de porter l'affaire devant le conseil des Prud'hommes. Lucienne, siégeant à ce tribunal depuis de nombreuses années, a pu répondre aux nombreuses questions de Romdhane.

Le repas de midi a été pris à la « Brasserie de l'Espace », entreprise de réinsertion et la responsable a pris le temps de nous expliquer comment ils permettent à des personnes en difficultés de renouer avec le monde du travail et d'acquérir des compétences dans le domaine de la restauration.



Autre temps fort : la rencontre d'une section syndicale le jeudi 17 au matin, au sein même d'une entreprise. L'usine SNOP avait été choisie car cette section y a fait un important travail dans le domaine Egalité Femme-Homme, ce qui nous permettait de donner un exemple concret en lien avec le thème transversal retenu par notre région.

Sur ce site, les femmes représentent 1/3 du personnel et occupent des postes peu qualifiés, appelés à disparaître à plus ou moins long terme.

Dès 2002, la section a donc monté un projet incitant la direction à proposer aux femmes des formations pour qu'elles puissent acquérir des compétences dans d'autres domaines et accéder à des postes réservés jusque-là aux hommes. Accession rendue possible par les progrès technologiques qui soulagent un travail de « force ».

Là aussi il a fallu convaincre : la direction qui allait devoir investir dans un plan de formation avec à la clé des augmentations de salaire en cas de « requalification réussie » et les employées elles-mêmes car les formations demandent des efforts et ne débouchent parfois sur rien de concret. Et surtout elles pensaient que ces emplois ne pouvaient être occupés que par des hommes ! Grâce à un dossier solidement constitué, les élus au Comité d'entreprise ont réussi à convaincre. L'expérience a commencé avec des volontaires et l'usine a finalement été choisie comme « pilote » pour l'obtention de la Certification Qualifiante pour la Métallurgie (CQPM).

C'est lors d'une période de chômage partiel que ces formations ont démarré. Les heures considérées comme temps de travail effectif étaient payées à 100%. Les femmes et les hommes qui les ont suivies ont eu des augmentations importantes de coefficient et de salaire. Une femme est d'ailleurs devenue chef d'équipe. Ces formations ont ouvert la voie à d'autres formations pour d'autres personnes.

Romdhane, très intéressé par cette expérience, est reparti avec le texte de l'accord et lors des contacts que Mathieu a eu avec lui depuis son retour en Tunisie, nous avons appris que ces documents allaient servir de base de travail au sein du FTDES. **Bel exemple de partenariat !**

Bernadette Salvi

## Le Foyer des Jeunes Travailleurs « Les Oiseaux » (FJT) à Besançon

Après avoir rencontré les syndicats, notre partenaire, Romahne, a découvert le Foyer des Jeunes Travailleurs. Cette structure loge 200 jeunes et sert 500 repas par jour.

« *Un logement pour bâtir son avenir* »

Les FJT sont nés au moment de l'exode rural. Les jeunes quittaient les campagnes pour la ville où se concentrait l'emploi.

Aujourd'hui le contexte a beaucoup changé : mais la mobilité reste une réalité forte dans le monde des jeunes. Offrir un toit mais aussi le couvert, mais surtout un accompagnement dans la recherche d'un emploi, les FJT sont plus que nécessaires. Ils donnent un cadre pour une vie collective et par des activités sportives ou culturelles, ils permettent à chacun de se construire et de trouver sa place.

**Romdhane a été très intéressé par cette initiative. En Tunisie, les jeunes sont aussi confrontés à la mobilité, à la recherche d'emploi...**

Gaby Rognon

## Rencontre avec Barbara Romagnan, députée du Doubs

Barbara Romagnan connaît bien la Tunisie pour y avoir soutenu à plusieurs reprises les mouvements de transition démocratique, dont la Marche des Femmes en août 2013.

Récemment, en août 2015, elle a participé au voyage d'immersion du groupe CCFD-Terre solidaire de Bourgogne-Franche-Comté parti à la rencontre du FTDES à Tunis et des ouvrières du textile de la région de Monastir.

Elle reçoit Romdhane ainsi que la traductrice Hana et une petite délégation du CCFD : les échanges ont porté principalement sur le travail des députés et sur les relations entre la France et la Tunisie.

En France, grâce aux indemnités perçues, chaque député peut constituer une équipe de collaborateurs qui approfondissent les sujets à traiter ; chaque député a ainsi la possibilité d'aller sur le terrain à la rencontre des citoyens ; la réserve parlementaire permet le soutien financier à des projets locaux ou associatifs.

Rien de tout cela en Tunisie : les députés ne peuvent pas s'appuyer sur des attachés parlementaires, faute de moyens financiers suffisants. S'ils sont bien à l'écoute des citoyens pendant leur campagne électorale, une fois élus, les députés rompent tout contact avec le terrain et avec leurs électeurs et se limitent à leur tâche législative. Cet état de fait est responsable de l'abandon de région entière telle celle de Kasserine.

Pour pallier ce manque d'échanges, les associations ont un rôle majeur à jouer et en particulier le FTDES : faire un état des lieux sur le terrain social, mettre en évidence les situations dramatiques, être centre d'écoute des femmes... - c'est le travail de l'Observatoire Social Tunisien - construire des propositions et nouer des dialogues entre les acteurs.

La France et la Tunisie ont des relations économiques depuis longtemps : la majorité des ateliers du textile de la région de Monastir sont des filiales et sous-traitants de nos entreprises françaises ; mais le textile comme le tourisme sont deux secteurs fragiles qui n'apportent pas le développement attendu. L'aide de la France au niveau sécuritaire est un mauvais choix, puisque qu'elle n'agit pas sur les causes qui sont sociales !

La Tunisie paie à la France une lourde dette qui, chaque année, grève son budget : la dette peut être convertie en partie sous forme d'investissements la France pourrait faire plus : Barbara Romagnan transmettra cette demande à Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international.

Maryse Fischer

Regards sur une Commune : Etalans et sur une Communauté de communes : les Portes du Haut-Doubs.

Avec Romdhane que nous avons eu la chance de rencontrer mi-mars, nous avons pu échanger sur le fonctionnement d'une commune et de l'intercommunalité, ainsi que de la démocratie participative. Engagé dans l'organisation tunisienne FTDES créée en 2011 en pleine révolution de Jasmin, Romdhane a souhaité analyser en profondeur les fondations de notre système démocratique.

A l'occasion d'une visite en mairie nous avons échangé sur le fonctionnement d'une commune, le rôle et la place des associations dans la dynamique locale, les contraintes budgétaires imposées aux collectivités. Romdhane s'est également intéressé à l'organisation des communautés de communes, leurs compétences et la place croissante qu'elles prennent.

La base du partenariat repose sur les échanges et l'enrichissement mutuel. J'ai été fortement interpellé par les questions et remarques de Romdhane autour de la gouvernance, la démocratie participative et l'encadrement juridique et financier des communes. Sur ce dernier point, il s'est dit surpris par le fait que l'argent des communes ne transite que par le trésor public. Ceci nous paraît évident mais est cependant étonnant dans le cadre d'une économie moins « encadrée ».

Le défi commun que nous devons relever et réactiver c'est, évidemment, notre capacité à associer le citoyen aux décisions communales. En matière de démocratie participative tout est toujours à réinventer, ici comme en Tunisie.

Notre tissu associatif, très riche, reste le meilleur garant de cette participation citoyenne, si et seulement si, nous considérons ces associations comme de véritables partenaires, des leviers de la dynamique locale.

Quant à la forme de gouvernance en commune ou intercommunalité, elle doit rester conditionnée à un souci permanent de servir : être à l'écoute dans le souci du bien commun.

**Nous avons pu mesurer tout ce qui nous rassemble, ce qui nous ressemble avec un même défi : faire grandir tout homme !**

Jean-Marie Roussel



Nomonde, Mathieu, Magaly et Romdhane, sans oublier la promotion des vacances engagées et la publication de la brochure régionale « l'égalité femmes-hommes : un combat ici et là-bas »

La journée de clôture a eu lieu, le dimanche 20 mars, à Chevigny-Saint-Sauveur (21) sur le thème de l'égalité femmes-hommes.

Nomonde NKOSI, Magaly GUTIERREZ de l'association CIPCA en Bolivie et Romdhane BEN AMOR nous ont fait voyager respectivement en Afrique du Sud, en Bolivie et en Tunisie. Les débats ont permis de comparer les situations des femmes dans ces pays sous l'angle des mentalités, du rôle des religions, du rôle de l'éducation, des attentes et des progrès obtenus dans les droits des femmes.

« Quand on apprend quelque chose à une femme, on apprend au pays entier » souligne Nomonde. Maryse F.

Numéro spécial avec la participation de : Maryse Fischer, Jean-François Guiraud, Jean-Paul Maigrot, Gaby Rognon, Jean-Marie Roussel, Bernadette Salvi.